

AUDITEURO P

SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

Membre de la Compagnie Régionale de Douai

207, Avenue Willy Brandt

Boite 3.4

59777 EURALILLE

Téléphone : 03.20.07.79.51

www.auditeurop.com

ASSOCIATION CAP

12, Place du Général de Gaulle

59350 - SAINT ANDRE-LEZ-LILLE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 DECEMBRE 2024

A l'assemblée générale de l'association CAP,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CAP relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Les faits marquants de 2024 » de l'annexe qui expose principalement les raisons du déficit de l'année.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par l'association, concernant l'affectation aux exercices adéquats de subventions portant sur des actions s'étalant sur plusieurs exercices comptables. Nous sommes ainsi remontés aux conventions et avons analysé leur correcte comptabilisation sur ce point.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier de la Présidente et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du conseil d'administration.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance relative aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lille, le 10 avril 2025

Le commissaire aux comptes
AUDITEUROP

A blue ink signature, appearing to read 'V. Hamou', is written over a faint, circular blue stamp or watermark.

Vincent Hamou, Associé

BILAN 2024
COORDINATION ACTIONS PROJETS



ACTIF	EXERCICE N			EXERCICE N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	-	-	-	-
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 200 428	621 538	578 889	640 715
Terrains	95 480	-	95 480	95 480
Constructions	445 620	77 942	367 678	382 532
Installations techniques, matériel et outillage industriels	659 328	543 596	115 731	162 703
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	23	-	23	23
Participations et Créances rattachées	23	-	23	23
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
TOTAL I	1 200 450	621 538	578 912	640 737
ACTIF CIRCULANT				
STOCK ET EN-COURS				
CREANCES	1 151 530	7 875	1 143 655	1 042 565
Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 089 713	7 875	1 081 838	886 942
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	61 816		61 816	155 623
FOURNISSEURS - AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	705		705	705
SUBVENTIONS A RECEVOIR	22 712		22 712	40 175
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
INSTRUMENTS DE TRESORERIE				
DISPONIBILITES	521 316		521 316	1 054 563
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	8 918		8 918	9 243
TOTAL II	1 705 180	7 875	1 697 306	2 147 251
Frais d'émission emprunt (III)				
Prime de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	2 905 631	629 413	2 276 217	2 787 988

PASSIF	EXERCICE N	EXERCICE N-1
FONDS PROPRES		
FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
ECARTS DE REEVALUATION		
RESERVES	14 490	14 490
Réserves statutaires ou contractuelles	14 490	14 490
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
REPORT A NOUVEAU	1 210 967	1 042 107
EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE	- 458 499	168 860
SITUATION NETTE (SOUS TOTAL)	766 958	1 225 457
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	3 390	8 125
Provisions réglementées		
TOTAL I	770 349	1 233 582
FONDS REPORTEES ET DEDIEES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
fonds dédiés		
TOTAL II	-	-
PROVISIONS	537 167	675 442
Provisions pour risques	39 800	
Provisions pour charges	537 167	675 442
TOTAL III	576 967	675 442
DETTES	928 902	878 965
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	410 660	447 560
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	83 308	50 067
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 746	918
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Personnel et Comptes Rattachés	425 555	367 966
Autres dettes	3 139	7 854
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	4 493	4 600
TOTAL IV	928 902	878 965
ECART DE CONVERSION PASSIF (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	2 276 217	2 787 988

COORDINATION ACTIONS PROJETS



COMPTE DE RESULTAT	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023	ECART 2024	%
PRODUITS D'EXPLOITATION				
COTISATIONS	8 316,67	8 690,00	- 373,33	-4,30%
VENTES DE BIENS ET SERVICES	3 735 545,91	3 712 810,39	22 735,52	0,61%
Ventes de biens <i>dont ventes de dons en nature</i> Ventes de prestations de service <i>dont parrainages</i>	3 735 545,91	3 712 810,39	22 735,52	0,61%
PRODUITS DE TIERS FINANCEURS	164 704,58	286 506,07	- 121 801,49	-42,51%
Concours publics et subventions d'exploitation Versements des fondateurs ou consommation de la dotation consommable Ressources liées à la générosité du public <i>Don manuels</i> <i>Mécénats</i> <i>Legs, donations et assurances-vie</i> Contributions financières	164 704,58	286 506,07	- 121 801,49	-42,51%
REPRISES SUR AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS, PROVISIONS ET TRANSFERT DE CHARGES	274 377,71	77 780,45	196 597,26	252,76%
UTILISATION DES FONDS DEDIES				
AUTRES PRODUITS	2 370,65	1 055,73	1 314,92	124,55%
TOTAL I	4 185 315,52	4 086 842,64	98 472,88	2,41%
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises Variation de stock Autres achats et charges externes Aides financières Impôts, taxes et versements assimilés Salaires et traitements Charges sociales Dotations aux amortissements et aux dépréciations Dotations aux provisions Reports en fonds dédiés Autres charges	271 767,46 311 487,42 220 797,00 2 651 653,42 918 546,71 73 490,25 152 856,61 2 380,85	267 294,02 240 162,25 169 569,00 2 245 063,35 741 772,69 78 079,59 164 742,56 3 695,35	4 473,44 71 325,17 51 228,00 406 590,07 176 774,02 4 589,34 11 885,95 1 314,50	1,67% 29,70% 30,21% 18,11% 23,83% -5,88% -7,21% -35,57%
TOTAL II	4 602 979,72	3 910 378,81	692 600,91	17,71%
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	- 417 664,20	176 463,83	- 594 128,03	-336,69%
PRODUITS FINANCIERS				
De participation D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transfert de charge Différence positive de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	11 078,18	7 042,37	4 035,81	57,31%
TOTAL III	11 078,18	7 042,37	4 035,81	57,31%
CHARGES FINANCIERES				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négative de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	7 896,19	8 758,85	- 862,66	-9,85%
TOTAL IV	7 896,19	8 758,85	- 862,66	-9,85%
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	3 181,99	- 1 716,48	4 898,47	-285,38%
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	- 414 482,21	174 747,35	- 589 229,56	-337,19%
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opération de gestion Sur opération en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transfert de charges	4 734,83 2 272,17	9 550,01 3 401,79	- 4 815,18 1 129,62	-50,42% -33,21%
TOTAL V	7 007,00	12 951,80	- 5 944,80	-45,90%
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opération de gestion Sur opération en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	47 890,00 1 687,31	17 921,36 -	29 968,64 1 687,31	167,22% #DIV/0!
TOTAL VI	49 577,31	17 921,36	31 655,95	176,64%
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	- 42 570,31	- 4 969,56	- 37 600,75	756,62%
PARTICIPATION DES SALAIRES AUX RESULTATS (VII)				
IMPOTS SUR LES BENEFICES (VIII)	1 446,00	918,00	528,00	57,52%
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	4 203 400,70	4 106 836,81	96 563,89	2,35%
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII+ VIII)	4 661 899,22	3 937 977,02	723 922,20	18,38%
EXCEDENT OU DEFICIT	- 458 498,52	168 859,79	- 627 358,31	-371,53%
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	- 483 286,28	325 013,37	- 808 299,65	-248,70%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature Prestations en nature Bénévolat				
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature Mises à disposition gratuite de biens Prestations en nature Personnel bénévole				

ANNEXES

Nom de l'association	CAP
Activité exercée	Gestion de Crèches, ACM et RPE
Adresse	12 Place du Général de Gaulle – Saint André lez Lille

Annexe des comptes

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

- 1- Description de l'objet social, nature des activités réalisées et moyens mis en œuvre
- 2- Règles, méthodes et changements comptables
- 3- Engagements financiers et autres éléments significatifs
- 4- Notes sur le bilan Actif
- 5- Notes sur le bilan Passif
- 6- Détail des produits et charges
- 7- Répartition des charges, produits et faits significatifs
- 8- Tableau variation des fonds propres
- 9- Tableau des subventions
- 10- Cotisations
- 11- Les faits marquants de 2024

Total du bilan avant répartition : 2 276 217€

Résultat : Déficit 458 499 €

ANNEXE 1

Description de l'objet social

L'association CAP a pour objet de développer, coordonner, aménager la vie sociale, culturelle, socioculturelle et socio-éducative des enfants allant du plus jeune âge pour la petite enfance jusqu'à leurs 17 ans, sur le territoire de la commune de Saint-André-Lez-Lille.

Description de la nature et du périmètre des activités réalisées

Pour cela, l'association CAP assure par convention de marché public avec la ville de Saint-André-Lez-Lille, la gestion :

- De l'accueil périscolaire et des études dans les établissements scolaires de la commune de Saint-André-Lez-Lille (Groupe Scolaire des Peupliers, Schuman et l'Ecole St Joseph). Le périscolaire consiste à garder les enfants en dehors des temps d'études, c'est-à-dire pendant les garderies du matin et du soir ainsi que les mercredis ;
- Des centres de Loisirs sans hébergement en deux secteurs (maternel et primaire), les petites vacances scolaires (Noël, Hiver, Printemps, Toussaint) et les vacances d'été (Juillet et août) ;
- Des crèches : « Enfantillages », « Station Bout D'Chou » et « Ile Aux Enfants » ;
- Du Relais Petite Enfance ;
- De l'encadrement et l'animation des bibliothèques et centres de documentations scolaire en lien avec les directeurs d'écoles ;
- De l'encadrement des temps méridiens dans les établissements scolaires de la ville de Saint-André-Lez-Lille.

Description des moyens mis en œuvre

Pour permettre la bonne exécution des activités proposées ci-dessus, l'Association CAP a donné en 2024 un certain nombre de moyens financiers, matériels et humains pour réaliser au mieux son objectif social.

ANNEXE 2

Règles et méthodes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables ;
- Indépendance des exercices ;

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base, retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Amortissements : ils sont calculés suivant le mode linéaire et en fonction de la durée de vie prévue.
- Immobilisations incorporelles de 2 à 4 ans, construction 30 ans, aménagements des constructions de 4 à 10 ans, équipements ménagers et matériel bureautique informatique de 2 à 5 ans, équipements spécifiques de 2 à 8 ans, matériel de transport 5 ans et mobilier entre 2 à 10 ans.
- Méthode d'évaluation des créances et dettes : Les créances et dettes sont évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont dépréciées le cas échéant par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement.
- L'activité de l'association est subordonnée à un contrat de marché public depuis le 07/07/2018 qui a été renouvelé le 01/09/2022 jusqu'au 31/12/2026
- Les provisions pour départ à la retraite prennent en compte le taux effectif des charges patronales et ne tiennent pas compte d'un taux de turn-over.
- Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code de Commerce et au Règlement n°2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le comité de la Réglementation comptable.

ANNEXE 3

Engagements financiers et Autres éléments significatifs

Engagements financiers

Engagements donnés	Néant
Dettes garanties par des sûretés réelles	570 000
Autres éléments significatifs	Néant

ANNEXE 4

Note sur le bilan actif

Frais d'établissement	Néant
-----------------------	-------

Fonds commercial	Néant
------------------	-------

Actif immobilisé : mouvements de l'exercice				
	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Valeurs brutes				
Immobilisations incorporelles	10 698		10 698	0
Immobilisations corporelles	1 235 502	13 352	48 427	1 200 428
Immobilisations financières	23	0	0	23
TOTAL	1 246 223	13 352	59 125	1 200 450

Amortissements et provisions				
Immobilisations incorporelles	10 698	0	10 698	0
Immobilisations corporelles	594 788	73 490	46 739	621 538
Titre mis en équivalence	0			0
Autres immobilisations financières	0			0
TOTAL	605 486	73 490	57 438	621 538

Créances présentées par des effets de commerce	Non applicable
--	----------------

Etat des créances			
	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Actif immobilisé	578 912		578 912
Actif circulant et charges constatées d'avance	1 697 306	1 697 306	
TOTAL	2 276 217	1 697 306	578 912

Factures à établir	245 276 €
--------------------	-----------

Charges constatées d'avances	8 918 €
------------------------------	---------

Cette rubrique ne contient que des charges ordinaires liées à l'exploitation normale de l'association.

Charges à répartir	0
--------------------	---

ANNEXE 5

Notes sur le bilan Passif

Provisions				
	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Fonds dédiés	0			0
Provisions pour risques et charges	675 442	147 428	245 903	576 967
Provisions pour dépréciation	4 630	5 429	2 184	7 875
Total	680 072	152 857	248 087	584 841

Etat des dettes				
	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et moins de 5 ans	A plus de 5 ans
Etablissement de crédit	410 660	31 885	96 393	282 382
Dettes financières diverses	0	0	0	0
Fournisseurs	83 308	83 308		
Dettes fiscales et sociales	427 301	427 301		
Dettes sur immobilisations	0	0		
Autres dettes	3 139	3 139		
Produits constatés d'avance	4 493	4 493		
Total	928 902	550 127	96 393	282 382

Dettes représentées par des effets de commerce	Néant
---	-------

Charges à payer incluses dans les postes de bilan	
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	83 308
Dettes fiscales et sociales	427 301
Autres dettes	3 139

Produits constatés d'avance	4 493
------------------------------------	-------

Les provisions pour risques et charges correspondent principalement à la provision des indemnités de départ à la retraite constituée pour tous les salariés de l'association en CDI et actualisée chaque année (avec charges patronales réajustées au réel).

Le calcul de cette provision respecte les articles suivants de la CCN Eclat :

- Avenant n°157 du 17/12/2015 Article 4.4.4.2 En cas de départ à la retraite, à l'initiative du salarié, le salarié perçoit une indemnité de départ à la retraite égale à l'indemnité de licenciement pour motif personnel tel que définie à l'article 4.4.3.2 et calculée dans les mêmes conditions.
- Avenant n°123 du 17 décembre 2008 relatif aux indemnités de licenciement indiquant que tout salarié licencié pour motif économique ou personnel, sauf en cas de faute grave ou lourde perçoit après 1 année de présence dans l'entreprise une indemnité de licenciement égale à ¼ de mois de salaire par année de présence dans l'entreprise. Cette indemnité est portée à 1/3 de mois pour la 11^e année de présence, ainsi que les années suivantes ».

Cette provision est prudente puisqu'elle est calculée sans tenir compte d'un taux de turn-over.

ANNEXE 6

Détails produits et charges

Factures à établir	245 276 €
--------------------	-----------

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE :	2024	2023	2022
	8 918	9 243	11 386

CHARGES A PAYER : Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan

	2024	2023	2022
Emprunt et dettes auprès des établissements de crédit :			
Compte 1688 : Intérêts courus/Emprunt	558	524	558
Dettes fournisseurs et comptes rattachés :			
Compte 4081 : Fournisseurs factures non parvenues	35 525	31 107	47 498
Dettes fiscales et sociales :			
Comptes 4282 et 4382 Dettes provisionnées/ Congés payés et Charges sur congés payés	240 417	222 406	165 266
Compte 4286 : Autres Charges de personnel	-8	- 7	80
Compte 4386 : Autres charges sociales à payer	0	0	0
Total	276 492	254 030	213 242
Produits constatés d'avance	4 493	4 600	4 153

ANNEXE 7

Répartition des charges et produits et faits significatifs

Répartition des produits	2024	2023	2022
Participations des usagers	20.15%	20.07%	17.98%
Prestations et subventions CAF	31.86%	33.47%	29.57%
Subvention Ville + Prestation Ville	38.53%	39.30%	36.06%
Subvention Etat ASP	1.02%	3.29%	10.87%
Subvention exceptionnelle CAF	0,00%	0.00%	0.00%
Reprise provisions pour risques et charges	5.90%	1.88%	3.79%
Autres produits	2.53%	2.00%	1.22%
Total	100%	100%	100%

Répartition des Charges	2024	2023	2022
Achats et services extérieurs	12.51%	12.89%	12.6%
Charges de personnel	81.35%	80.18%	80.60%
Perte sur créances irrécouvrables	0.05%	0.09%	2.00%
Dotations aux Amortissements et provisions	4.86%	6.17%	4.10%
Autres charges	1.23%	0.68%	0.80%
Total	100%	100%	100%
Effectif de l'association en ETP	86.48	76.11	56.57

ANNEXE 8

Tableau variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droits de reprise					
Fonds propres avec droits de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	14 490				14 490
Report à nouveau	1 042 107	168 860			1 210 967
Excédent ou déficit de l'exercice	168 860			627 358	-458 499
Situation nette	1 225 457	168 860		627 358	766 958
Fonds propres consommables					
Subvention d'investissement	8 125			4 735	3 390
Provisions réglementées					
TOTAL	1 233 582	168 860	0	632 093	770 349

ANNEXE 9

Tableau des subventions

Numéro de compte	Libellé du compte	Origine de la subvention	Montant
7412	Financement formation	Départementale	34 147
7414	Subvention fonct. CAF	CAF	62 115
7415	Subvention DDJS	Départementale	13 600
7416	Subvention ETAT/ASP	Etat	42 976
7418	Autres subventions	Autres subventions	10 167
7419	Subvention Emploi Franc	Etat	1 700
TOTAL			164 705

Subventions d'investissement CAF :

Subventions reçues en 2024 : 0 €

Quote-part rapportée au résultat 2024 : 4 735 €

Total subvention investissement au 31/12/2024 de : 164 689€

Subvention investissement inscrite au compte de résultat au 31/12/2024 : 161 299 €

Total subvention inscrite au résultat au 31/12/2024 : 3 390 €

ANNEXE 10***Les cotisations***

Le fait générateur des cotisations est l'encaissement.

ANNEXE 11

Effectif Moyen de 2024 : 143.58 personnes et 86.48 ETP

Les faits marquants de 2024

1) Changement de direction et de composition du Conseil d'administration

La directrice Générale de CAP Marine Graceffa a été licenciée pour inaptitude.

La présidente Marie-Arielle Miltgen est devenue trésorière de l'association en octobre 2024 et a été remplacée par Amandine Bouyahiaoui en tant que présidente de l'association

2) Les subventions

Cet exercice a été marqué comme en 2023 par l'arrêt progressif du recours aux contrats aidés. La subvention de l'ASP est en nette diminution. L'association a changé sa politique de recrutement en recrutant un nouveau type de contrat le CDI de 8h à 15h par semaine au lieu des contrats PEC.

3) La sous-occupation de l'ensemble des structures

La fréquentation des crèches et accueils collectifs de mineurs a significativement baissé par rapport à 2023 ayant un impact sur l'ensemble des financements.

4) Augmentation de la masse salariale

De nombreux recrutements ont été réalisés en 2024 ayant un impact significatif sur la masse salariale. On passe de 76.11 ETP moyen URSSAF en 2023 à 86.48 ETP en 2024